



# CISPE MAG

LE CONSORTIUM POUR LA STABILISATION INTÉGRÉE ET LA PAIX À L'EST DE LA RDC (CISPE)

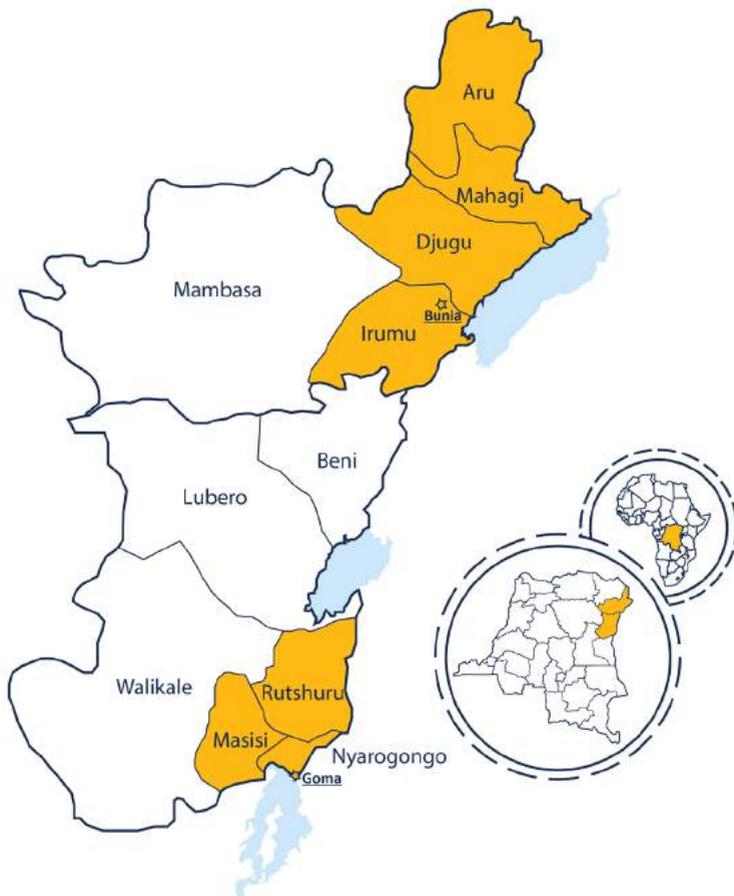
**Renforcer le contrat social  
entre la communauté et les  
autorités**

**Restaurer la confiance des  
communautés dans leur  
gouvernement**

**La paix et la stabilisation  
renforcées grâce à l'amélioration de  
la gouvernance sécuritaire locale**

**Aider les communautés  
locales à résoudre les  
conflits locaux**







# SOMMAIRE

**01**

Ensemble, c'est possible

**03**

Renforcer le contrat social entre la communauté et les autorités

**08**

Aider les communautés locales à résoudre les conflits locaux

**12**

La paix et la stabilisation renforcées grâce à l'amélioration de la gouvernance sécuritaire locale

**16**

Restaurer la confiance des communautés dans leur gouvernement

**20**

Construire la confiance entre la police et la population dans l'est de la République démocratique du Congo.

# Ensemble, c'est possible

Le Nord-Kivu et l'Ituri, deux provinces de l'est de la République démocratique Congo (RDC), à la frontière avec le Rwanda et l'Ouganda, ont été en proie à des conflits armés, à fonciers et à des tensions ethniques depuis des décennies. Ces conflits ont pris de nombreuses formes et dimensions : de l'instabilité à grande échelle causée par des groupes armés et des vagues de déplacement à de nombreux désaccords locaux. Ceux-ci incluent la contestation sur la terre, le pouvoir coutumier et le conflit entre la loi coutumière et la loi étatique.

Le Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix à l'Est de la RDC (CISPE), travaille à permettre aux communautés locales de s'attaquer à ces conflits dominants eux-mêmes ou d'engager des interventions efficaces des autorités compétentes de l'État.

Le CISPE est une collaboration entre l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), l'Organisation catholique pour l'aide au secours et le développement (Cordaid), VNG International, PAX et le gouvernement congolais. L'esprit de CISPE est de travailler ensemble, ce qui se trouve dans son slogan « Pamoja Inawezekana » (en kiswahili « Ensemble, c'est possible »). Le consortium est financé par le gouvernement néerlandais et travaille en étroite coordination

avec la Stratégie de Stabilisation (ISSSS) comme projet aligné.

CISPE soutient et promeut les efforts de stabilisation en abordant certaines des causes profondes du conflit dans partie Est de la RDC.

L'objectif primordial de CISPE est

- Renforcer de manière progressive la redevabilité entre le gouvernement et la population dans le but d'encourager le Dialogue Démocratique et une compréhension mutuelle.
- Renforcer la confiance entre les citoyens et les communautés d'un côté et les représentants de la police congolaise, le système judiciaire et les autorités locales d'un autre côté.
- Améliorer la réactivité et l'efficacité des autorités gouvernementales dans le domaine de la paix et de la sécurité avec l'appui des populations concernées.

Au cœur de l'approche du consortium, l'idée est que le travail de ses membres individuels doit être complémentaire et exploiter les synergies pour encourager les populations locales et les autorités à coopérer plus étroitement et avec succès.



## Renforcer le contrat social entre la communauté et les autorités

Par William Clowes

Traduit par Louise Grailles

En République démocratique du Congo, de nombreux citoyens ont vu leur confiance vis-à-vis des institutions étatiques de justice, de sécurité et de Gouvernance locale diminuée suite à la faible performance des structures étatiques évoquées et à la non implication de la communauté dans des questions de gouvernance sécuritaire et administrative.

C'est le cas dans une grande partie du Nord-Kivu en particulier et de la RDC en général. Conscient de cette situation, CISPE à travers Cordaid s'est associée aux autorités locales pour remédier à ce déficit.

Le consortium soutient l'installation d'institutions publiques sensibles et durables où elles n'existaient pas auparavant dans les domaines de la justice, de la police et de l'administration territoriale, la participation des communautés dans la gouvernance locale et l'amélioration des performances de l'administration territoriale, de la police et de la justice : les différents éléments des activités du CISPE sont liés par la même ambition : travailler directement avec les populations locales et les autorités de l'État pour encourager le dialogue démocratique ; améliorer l'efficacité

de la police, des administrations territoriales et du système judiciaire ; et ainsi renforcer la confiance civique dans ces mêmes institutions clés.

Au Nord-Kivu, CISPE à travers Cordaid a signé des contrats de performance avec les administrations territoriales, les forces de police et les systèmes de justice dans trois des six territoires de la province : Rutshuru, Masisi et Nyiragongo.

Chaque contrat est sur mesure et adapté aux besoins individuels de la population du territoire concerné, cependant, atteignent avec succès des objectifs prédéfinis par la communauté dans le respect des mandats et statuts légaux desdites institutions.

En d'autres termes, elles doivent fournir un service d'une certaine qualité qui répond aux besoins de la communauté. Au fil du temps, la population locale s'attend à un niveau de provision supérieur et, conformément aux objectifs de le CISPE, être équipée pour exiger ces services comme une question de droit.

**CHEFFERIE DE BUKUMU**  
**BUREAU DU CHEF**  
**DE LA CHEFFERIE**



Il est difficile d'exagérer l'importance d'un financement fiable et adéquat pour les institutions congolaises telles que la police et le pouvoir judiciaire afin d'avoir une chance d'opérer efficacement. Comme Augustin Kazadi Ebondo, l'administrateur territorial de Nyiragongo, explique :

“Le territoire est une entité décentralisée qui n'a pas d'autonomie financière. Nous n'avons pas de rétrocession du gouvernement ni de recouvrement d'impôts pour fonctionner. Comment l'administrateur peut-il même accomplir ses tâches sur l'ensemble du territoire ? Cordaid est très bienvenue ici.”

**“ C'est vraiment un coup de main qu'ils accordent à l'État congolais et le soutien financier nous pousse à accomplir nos tâches correctement. ”**

Pour les institutions qui ont signé des contrats, les subsides accordés par CISPE à travers Cordaid sur base des performances réalisées sont actuellement la principale source de financement.

Nulle part, l'impact de Cordaid ne vise plus à transformer qu'à Nyiragongo, où les partenaires du CISPE espèrent ne pas simplement améliorer un système de justice existant insuffisamment financé (comme dans Masisi et Rutshuru), mais aider à en construire un à partir de la base. Nyiragongo est le territoire le plus jeune du Nord-Kivu et, alors qu'il était censé avoir, dans les années 1970, son propre

parquet et un tribunal de paix, ils n'ont jamais été matérialisés. Au lieu de conclure des contrats uniquement avec l'administration et la police à Nyiragongo, le CISPE est intervenu et a négocié avec Goma, la capitale du Nord-Kivu et Kinshasa, la capitale nationale. En février 2017, le Parquet et le Tribunal ont été établis sur le territoire et le mois suivant, Cordaid a ratifié les contrats avec les nouvelles institutions. Avant cela la population devait parcourir plusieurs kilomètres en se rendant à Goma pour saisir la justice.

Le soutien de CISPE sera fondamental pour les perspectives du système judiciaire naissant de Nyiragongo. Le Parquet et le Tribunal ne seront même pas en mesure d'installer leurs locaux sans l'assistance offerte par le biais du nouveau contrat. Mais l'on espère que l'impact va bien au-delà des chaises, des bureaux et des ordinateurs portables, et contribuera à changer la façon dont les communautés entières pensent à leurs droits et à leur justice.

Marcelin Chisungu, premier président du Tribunal de Paix de Nyiragongo, affirme que des progrès sont déjà perceptibles. « L'approche d'appui de Cordaid soutient le fonctionnement du tribunal - les audiences et les cas -, mais aussi l'éducation de la communauté sur la façon dont la cour fonctionne, sur les compétences de la cour, sur les cas qui peuvent être portés devant cette cour et sur la façon dont on peut accéder à la cour », dit-il. « En bref, notre objectif est d'améliorer l'accès de la population à la justice ».

Chisungu a jusqu'à présent envoyé en prison un groupe qui a kidnappé un enfant et un homme pour avoir frappé une femme enceinte, ainsi que réglé une poignée d'audiences civiles, y compris un différend sur une vente de maisons et une retombée sur l'héritage après la mort d'un patriarche de la famille. L'un des critères de référence Cordaid que Chisungu et ses deux juges jeunes doivent atteindre est de réunir au moins 24 audiences tous les trois mois. D'autres concernent la portée de la campagne d'information publique et la qualité de la tenue de dossiers. Chisungu est optimiste pour ce partenariat. « Nos scores sont évalués et, s'ils sont atteints, cela encourage beaucoup plus de travail », dit-il.

Les évaluations trimestrielles auxquelles les administrations territoriales, les institutions de justice sont soumises sont rigoureuses, combinant des aspects quantitatifs (Le Tribunal a-t-il tenu suffisamment d'audiences ? Le parquet a-t-il conservé des procès-verbaux de chaque audience? ...).

Ces évaluations sont en train d'être renforcées par l'évaluation de la communauté. Cordaid s'est associée à des organisations locales de la société civile qui ont été chargées de mener des enquêtes pour évaluer la satisfaction locale avec le travail des organisations contractées et élaborer des recommandations supplémentaires.

Le CISPE est programmée jusqu'en avril 2019, mais le but des membres du consortium n'étant pas d'as-

sumer des fonctions de l'État, Cordaid développe des mécanismes d'appropriation de ses approches par l'Etat congolais pour une pérennisation des acquis.

**“J'espère que le gouvernement congolais peut s'emparer de cette approche”**, explique Ebondo, l'administrateur territorial de Nyiragongo. “Si cela est possible, je pense que cela apportera un avantage considérable à notre pays.”





**Pamoja Inawezekana,  
Ensemble c'est possible!**

Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix  
à l'Est de la République Démocratique du Congo



Forum de dialogue pour la cohésion et la paix dans la CPDG à Buhumba avec l'équipe CPAP.

# Aider les communautés locales à résoudre les conflits locaux

Par William Clowes  
Traduit par Louise Grailles

Au Nord-Kivu, CISPE à travers l'IOIM s'est associée au gouvernement provincial pour créer et consolider des structures démocratiques populaires permanentes capables de médiation et de lutte contre les conflits à petite et moyenne échelle. L'IOIM s'est associée à la Cellule Provinciale d'appui à la Pacification (CPAP), une entité du ministère provincial de la planification créée en réponse à la guerre et aux rébellions armées qui ont touché le Nord-Kivu ces dernières années. Ensemble, ils ont mis en place des organismes inclusifs et représentatifs connus sous le nom de Cellules de Paix et de Développement (CPDG) dans 12 groupements, des unités administratives composées de villages, dans trois des six territoires du Nord-Kivu: Nyiragongo, Rutshuru et Masisi.

Chaque CPDG est composée de 25 à 40 personnes avec un secrétariat permanent de 5 membres. Chaque village dans le groupe est représenté dans la CPDG, tout comme les femmes, les jeunes, les confessions religieuses et les groupes ethniques. Depuis octobre 2016, la CPAP - aidée par le soutien financier et technique de l'IOIM - a encadré et guidé les CPDG lors de plusieurs sessions tenues dans les groupements

eux-mêmes afin d'entraîner et d'habiliter ces organisations à devenir les protagonistes de l'arbitrage et de la conciliation de certains différends qui surgissent communément dans ces communautés particulières. Gédéon Kasereka, coordinateur de la CPAP, a déclaré : **“Notre mission est de descendre dans les communautés et, après réflexion et dialogue, les communautés elles-mêmes nous présentent les causes profondes des problèmes et des conflits”**.

La CPAP et l'IOIM s'efforcent d'aider les initiatives et les solutions locales. “Nous soutenons et accompagnons les solutions qui viennent du bas”, a déclaré Kasereka.



Selon Kasereka, les griefs que son équipe rencontre le plus souvent dans les groupements concernent :

- Terre / espace - “Le plus gros problème dans notre province”,
- Immigration / déplacement - “Certaines personnes pensent qu’elles appartiennent plus à un certain domaine que d’autres, qu’elles ne considèrent pas comme indigènes”,
- Concurrence pour le pouvoir coutumier - par exemple, dans la chefferie Bakumu (territoire de Nyiragongo), il y a un conflit continu autour de la succession du Mwami, chef coutumier. Le poste est actuellement occupé à titre intérimaire, contrairement à la coutume, et la question contestée de qui accède au pouvoir entraîne différents conflits locaux liés à la terre et à l’identité.

C’est précisément pour ce genre de conflits que l’OIM et la CPAP espèrent une résolution par les CPDG, ou, si cela n’est pas possible, par référence à l’autorité compétente. Bisemana Augustin, un pasteur qui est membre de la CPDG dans le groupement de Buhumba à Nyiragongo, a déclaré que certains litiges ont déjà été réglés. “Nous avons eu un groupe d’hommes qui se battaient chaque jour pour la terre”, a-t-il dit. “La CPDG les a invité ainsi que des témoins à venir nous rencontrer, et nous avons réussi à résoudre les problèmes”.

Une partie essentielle de la transformation des CPDG en entités démocratiques possédant une expertise et une légitimité suffisantes pour assumer cette fonction médiatique sont les “dialogues démocratiques” où

les CPDG s’engagent avec le reste de la population locale et les autorités locales.

Fin juin, la CPAP et l’OIM ont organisé un “forum de dialogue” de trois jours à Buhumba, où la CPDG locale s’est associée à des représentants de la société civile, des enseignants, des commerçants, des éleveurs et des agriculteurs. La Police Nationale Congolaise (PNC), la Direction Générale des Migrations, le chef du groupe et le chef de la chefferie (l’unité administrative au-dessus du groupement) étaient également représentés. Comme Marcel Augustin, un représentant de la jeunesse au forum a déclaré:

**“ Il est très important que nous mettions nos problèmes en présence des autorités de multiples niveaux ”**

Les “forums de dialogue” sont adaptés aux besoins particuliers de chaque groupement, ce qui signifie que, à la mi-juin, un forum à Kibumba, également sur le territoire de Nyiragongo, fut centré sur les relations tendues entre la population locale et le parc national Virunga de renommée mondiale. “Si un agriculteur attaque et tue un animal qui a quitté le parc et mange sa culture, l’Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) a déclaré qu’il a commis un crime et l’emmène en prison”, a expliqué Kasereka.

“L’une des résolutions du forum était que l’ICCN achèterait des barbelés et des clôtures électriques pour empêcher les animaux d’aller sur les terres cultivées”, a déclaré Kasereka.



© CPAP 2017

Activité socioculturelle dans la CPDG de Kibumba.

À Buhumba, suite à des consultations avec la CPDG, les acteurs locaux (soutenus par l'OIM et la CPAP) ont décidé de se concentrer sur l'explication du droit foncier, en soulignant les exigences du droit des successions et en améliorant les relations entre la police et la population locale.

Après qu'un fonctionnaire du ministère des Affaires territoriales a mené une présentation sur les exigences théoriques de la loi foncière congolaise, un représentant de la société civile locale a parlé de la réalité sur le terrain à Buhumba, où la législation nationale et les systèmes coutumiers se disputent le précédent. Les 90 participants du forum se sont ensuite divisés en groupes pour délibérer sur les différences entre les deux systèmes et mettre en évidence les points de convergence et de divergence. Le plan était de jeter les bases d'un statu quo où le droit coutumier et le droit étatique se complètent, évitant ainsi la fréquence de certains types de conflits fonciers.

“Avant, nous ne connaissions pas vraiment la loi qui régit notre terre et maintenant nous comprenons les étapes nécessaires pour obtenir les documents qui protégeront notre espace dans le groupement”, a déclaré Alphonse, le président de la société civile à Buhumba, après la session. “Le conflit foncier affecte actuellement beaucoup de gens et cause de nombreux combats”.

Conformément à l'esprit du CISPE, l'OIM et la CPAP ne travaillent pas seuls. Alors qu'ils créent des organisations démocratiques de résolution de conflits, Cordaid se spécialise dans le financement fondé sur les résultats pour les institutions publiques et VNG pour soutenir la gouvernance de la sécurité sur la base d'un diagnostic participatif des facteurs d'insécurité locaux. Le travail de CISPE et de la CPAP est crucial mais constitue une seule composante de l'approche synergique du CISPE. La meilleure illustration de cette coopération est que les CPDG ont des rôles supplémentaires en tant que parties prenantes importantes dans les projets dirigés par Cordaid et VNG-I.



Séance de diagnostic participatif dynamisé par VNG-I.

# La paix et la stabilisation renforcées grâce à l'amélioration de la gouvernance sécuritaire locale

Par Caroline Herouan-Guy

La République démocratique du Congo est depuis plusieurs décennies un pays régulièrement secoué par différents chocs; le contexte humanitaire et sécuritaire global est fortement déstabilisé par la présence de groupes armés et d'importants mouvements de population à l'Est du pays. Ces évènements sont par ailleurs exacerbés par des tensions politiques croissantes et une économie en déclin.

Dans un tel contexte, il est essentiel de favoriser les perspectives de paix, de sécurité et de réconciliation à long terme à travers la reconstruction de la confiance aussi bien entre les communautés que vis-à-vis de leurs gouvernements. Renforcer les compétences et connaissances des communautés et des autorités locales pour l'atténuation et la gestion des conflits permet de prioriser et de mettre en œuvre les besoins de développement et de sécurité les plus pressants pour les citoyens. Le programme CISPE s'inscrit dans le cadre global pour la stabilisation articulé par la MONUSCO (Mission de stabilisation des Nations Unies en République démocratique du Congo) et le Gouvernement congolais grâce au STAREC (Programme Gouvernemental de Stabilisation et de Reconstruction des zones sortant des Conflits Armés). En respectant et appuyant les efforts de stabilisation

internationaux, le CISPE encourage ainsi le dialogue démocratique, l'amélioration des prestations des services publics régaliens, ainsi que la confiance des communautés dans les institutions clés.

VNG International, en tant que membre du consortium, se base sur son expertise dans l'accompagnement des processus de décentralisation comme biais pour la consolidation de la paix et de la réconciliation. L'une des activités menées par VNG International dans le Nord Kivu et en Ituri est le diagnostic participatif de sécurité, qui rassemble autour de la même table les pouvoirs provinciaux, territoriaux, les chefferies et secteurs, les groupements ainsi que la société civile. Ensemble, au sein du Comité de Sécurité, ils conduisent des processus participatifs de diagnostic de sécurité et élaborent des plans d'action locaux de sécurité.

Les bénéficiaires de ces travaux sont à la fois les administrations déconcentrées et décentralisées, mais aussi les communautés. Tous bénéficient d'une formation qui renforce leurs capacités d'analyse des problèmes sécuritaires, leur permettant d'aller au-delà de leurs a priori et perceptions.

Le Chef de Walese Vonkutu a partagé son impression à la suite du diagnostic participatif: **“Vous avez une méthode innovante qui permet à chacun d’identifier des menaces et des problèmes sécuritaires, de partager et d’harmoniser avec les autres et de trouver des compromis sur des priorités. C’est vraiment une très bonne méthode participative”**. La satisfaction et l’appropriation des participants directs et indirects sont grandissantes : les autorités ont exprimé à plusieurs reprises leur volonté de dupliquer elles-mêmes la méthodologie dans les provinces non couvertes par CISPE. L’indicateur politique le plus fort ici est bel et bien le soutien apporté par l’Assemblée Provinciale au budget du Ministère de l’Intérieur Provincial dans lequel seront inscrits le diagnostic de sécurité et l’élaboration du plan local de sécurité. Le rapporteur adjoint de l’Assemblée, Honorable Jeanine, a déclaré: “Entant que député, il a été nécessaire de participer à la formation et au diagnostic pratique de sécurité. C’est vraiment un renforcement de capacité qui devait commencer dès le début de notre mandat”.

Si l’approche de CISPE à travers VNG International rencontre une popularité grandissante, c’est parce qu’elle est basée sur les besoins prioritaires des instances de gouvernance locale. De plus, tout le processus est axé sur la confiance entre parties prenantes. Un responsable coutumier participant au diagnostic a confié au chef d’équipe de VNG International: “La stratégie utilisée pour avoir des informations sur les acteurs/forces de soutien et les acteurs/forces d’opposition sont très efficaces et 100% confidentielles. Elles nous ont permises de nous exprimer sans crainte de représailles”. De manière constante et immédiate, la consolidation de la paix est intégrée aux programmes de développement locaux car ces derniers répondent aux priorités que sont les conflits fonciers et de ressources et les jeux de pouvoirs. Le développement économique des zones du CISPE est sensible aux conflits et aux facteurs déclencheurs.



Femmes analysent la violence basée sur le genre comme problème sécuritaire.

Les femmes, agents du changement incontournables, sont également ciblées pour une plus grande prise de responsabilités en tant que participantes à la vie politique, mais aussi pour favoriser leur accession aux postes décisionnels.

Tous les membres des communautés sont encouragés à contribuer à cette nouvelle forme de gouvernance qui identifie les causes politiques et structurelles des conflits. Grâce à des populations mieux éduquées quant à leur rôle de citoyens et à des administrations locales plus réceptives, le dialogue entre les institutions de l'État et les communautés est rétabli. Encore une fois, les témoignages directs des participants attestent de ce constat:

**“ Nous devons vous dire sincèrement merci pour votre coaching qui nous permet d’acquérir une expertise qui n’était pas disponible au sein du cabinet politique, le ministère provincial de l’intérieur ”**

C'est ce qu'a déclaré un conseiller du ministre provincial de l'Ituri après avoir participé à la conduite des échanges sur le premier diagnostic pratique de sécurité réalisé à Irumu.

Le travail de CISPE à travers VNG International dans les deux provinces est certes unique mais il est essentiel de rappeler que les efforts conjoints avec OIM, PAX et Cordaid sont la clé du succès du

programme. Les approches de chacun sont complémentaires et les zones d'intervention autant que les groupes bénéficiaires se combinent pour une approche pérenne. L'efficacité accrue de la Police Nationale Congolaise grâce au soutien de l'OIM et la mise en place de cliniques juridiques par Cordaid sont des facteurs multiplicateurs d'impact. Des activités communes aux différents partenaires de mise en œuvre prennent place régulièrement, ce qui assure une coopération maximale entre les équipes locales, et optimise ainsi le partage d'information à propos des bénéficiaires. Les actions de chacun sont ensuite plus efficaces.

La gestion quotidienne de la sécurité et sa planification par les autorités locales ont changé depuis le début de la mise en œuvre du programme en 2016. De nouvelles dynamiques de dialogue et de pacification ont été instaurées grâce à la collaboration et la volonté de toutes les parties prenantes. Bien qu'incertaines, les perspectives sécuritaires des deux provinces du programme CISPE ont été stabilisées et les risques d'embrasement ont été atténués. A terme, l'appropriation totale du processus participatif et transparent du diagnostic de sécurité par les autorités provinciales et territoriales ainsi que la mise en œuvre effective des plans locaux de sécurité leur offriront de réels leviers d'action pour l'atténuation des conflits et la promotion de la paix.



Rencontre avec les autorités locales.

© PAX 2017

# Restaurer la confiance des communautés dans leur gouvernement

Par Elseke van Gorkum

Traduit par Christian Jimbu

En Ituri, CISPE à travers PAX s'associe à 234 initiatives de paix locales pour améliorer la sécurité de la communauté dans les 8 chefferies couvertes par le Programme CIPSE dans quatre territoires. A Irumu et Djugu PAX travaille avec Initiatives Locales de Paix (ILP) et Noyaux Pacifistes des Mamans (NPM). A Aru et Mahagi, ces structures s'appellent Initiatives Locales de Sécurités Communautaires (ILSC). Ces structures sont unies dans des fédérations et des co-ordinations dans toute l'Ituri. Dans la zone CISPE, PAX travaille avec 41 d'entre eux. Ces structures ont été mises en place par PAX et un réseau d'ONG partenaires locales en réponse à la guerre ethnique sanglante entre 1999 et 2003.

Ces 234 structures ont été élues par les communautés locales dans les réunions communautaires ouvertes, des Barzas, au niveau du village. Au début, on essayait de les rendre inclusifs, mais comme le nombre de femmes restait derrière, les femmes décidaient elles-mêmes de créer des NPMs séparément. Au fil du temps, cela a conduit à une meilleure représentation des femmes dans les ILPs également.

Pour atteindre ces groupes, CISPE et PAX coopèrent étroitement avec les partenaires de mise en œuvre locaux: FOMI, le Forum des Mamans de l'Ituri, le Comité Diocésain pour la Justice et la Paix (CDJP) à Mahagi-Nioka et Justice Plus. Des organisations non

seulement bien enracinées, mais aussi très bien informées sur le contexte local de l'Ituri.

Mama Jacqueline Dz'ju Malosi, Coordinatrice du FOMI, nous dit: **“Notre mission est de sensibiliser les communautés sur la cohabitation pacifique. Pour ce faire, nous travaillons de manière différente: tout d'abord, la médiation des conflits au niveau du village est importante pour éviter que les petits conflits ne se transforment en conflits plus importants et finalement en guerre.** Deuxièmement, les membres de nos NPM et ILPs surveillent la sécurité de la communauté et recueillent des informations sur les incidents de sécurité et les violations des droits de l'homme ainsi que sur le comportement des agents de sécurité de l'État pour les porter à l'attention des comités de sécurité. Et troisièmement, nos groupes sont formés et accompagnés dans le lobbying et le plaidoyer pour porter les questions d'intérêt commun à l'attention des autorités à différents niveaux et plaider pour des décisions favorables ou des lois et règlements améliorés.”

Jeannette Nz'da, animatrice de terrain de FOMI ajoute: “Il est important de s'assurer que non seulement les femmes sont incluses dans ces tâches communautaires, mais aussi les jeunes et les représentants de toutes les communautés ethniques,

y compris les plus marginalisés tels que les pygmées et le Ndo pour créer la cohésion sociale à tous les niveaux.”

Sera Rozeti, membre du NPM appartenant au groupe minoritaire pygmée, participant à une formation organisée par FOMI, nous raconte comment elle est arrivée en Ituri. “En mai de l'année dernière, nous [le groupe pygmée auquel j'appartiens,] avons quitté la forêt d'Eringeti dans le territoire de Beni, alors que nous fuyions les massacres qui se déroulaient dans notre région. Nous avons traversé la frontière provinciale vers l'Ituri et nous vivons maintenant dans le village d'Idohu,” dit Sera.

Comme les Pygmées sont traditionnellement des chasseurs-cueilleurs, l'accès à la terre et aux ressources naturelles est vital pour leur survie.

**“La vie était plus facile pour nous à Iringeti, où notre communauté tirait un revenu mixte de l'agriculture, de la chasse dans la forêt et de l'extraction artisanale de l'or. Mais à Idohu, nous ne pouvons plus chasser et nous avons également perdu nos opportunités d'exploitation. L'agriculture que nous faisons maintenant nous suffit pour nourrir nos familles, mais il manque de l'argent pour le sel, le savon, les vêtements et la scolarité,”** explique Sera. En rejoignant le NPM d'Idohu, Sera espère se connecter plus facilement à ses voisins bantous et s'intégrer plus rapidement dans sa nouvelle communauté.

En demandant aux membres de la coordination ILP/NMP de Kparnganza, à Walendu Pitsi, Djugu, quels griefs ils rencontrent le plus dans leur travail de médiation,



Membre de NPM à appartenant minorité pygmée.

ils racontent: “De loin le plus grand nombre de cas que nous traitons concerne la terre.

Ces conflits peuvent concerner l'emplacement exact des frontières, mais ils peuvent également être des conflits entre agriculteurs et éleveurs, des constructions illégales ou des conflits entre communautés et églises. Les questions relatives au pouvoir coutumier et aux relations familiales figurent en deuxième position sur la liste, par exemple: succession, disputes conjugales, adultère, etc. Les conflits entre familles régnautes peuvent avoir de très graves conséquences lorsque des maisons et parfois même des villages entiers s'enflamment.”

Sur une liste de 70 cas de médiation documentés, traités par les structures de paix locales que la PAX soutient dans toute l'Ituri - pour l'année 2017 seulement -, 73% ont été résolus. Quatre cas n'ont pas été résolus, quatre cas sont toujours pendants et dix cas ont été renvoyés devant le système judiciaire de l'État, la police ou les autorités locales. Ces derniers sont des cas qui ne peuvent être résolus par des structures locales, par exemple un homicide.

Outre les sessions de médiation et de suivi, PAX facilite également le dialogue démocratique avec Justice Plus. Le premier d'une série a eu lieu dans le territoire d'Arù (Zaki et Kakwa). Ces sessions consistent en des consultations communautaires non seulement avec les membres des structures de paix, mais aussi avec les leaders locaux, les jeunes, les femmes et les acteurs de la communauté, par exemple les enseignants, les responsables d'église, les hommes d'affaires pour identifier des conflits dans leurs communautés suivis par un barza et une table ronde.

Pendant les barza dans chacune des chefferies de CISPE dans les cas Zaki et Kakwa d'Arù, les problèmes sont présentés et discutés avec les autorités chargées des questions de sécurité (AT, PNC-chef, juge, procureur etc.) et les participants recherchent des solutions pacifiques aux problèmes présentés. Ce dialogue démocratique se terminera par une table ronde sur l'ensemble du territoire au cours de laquelle les autorités et les représentants des peuples signeront des accords pour travailler sur des solutions en présence du gouverneur.

A la barza d'Ariwara, les participants ont discuté de la question du chômage élevé, en particulier chez les jeunes. Les participants ont plaidé pour fermer le territoire Arù pour les demandeurs d'emploi de l'extérieur de la zone appelée 'andaka'. Henri Venant Nkosi, l'Administrateur du Territoire (AT) réagit à ces remarques xénophobes du public en expliquant: “Tous les Congolais sont égaux et tous peuvent légalement chercher un emploi dans tout le pays. Au lieu d'essayer de chasser les étrangers du territoire d'Arù, vous devez essayer d'être plus créatif en développant l'emploi ici localement, plutôt que d'attendre passivement que l'État ou des étrangers créent un emploi pour vous. Créer davantage de possibilités de formation professionnelle pourrait être un bon premier pas dans cette direction.” Ainsi, l'AT a laissé à son auditoire quelques éléments de réflexion.

Le travail de CISPE à travers PAX avec les 234 initiatives de paix dans 8 chefferies de l'Ituri assure que les communautés peuvent exprimer leurs inquiétudes et leurs opinions envers les fonctionnaires responsables de leur sécurité, mais elles jouent également un rôle dans les activités dirigées par Cordaid et VNG-I.



   
Comprendre le Risque  
Le niveau de risque auquel on  
augmente avec les menaces  
vulnérabilités par rapport aux capacités  
ressources.  
En suivante:  
**MENACES x VULNÉRABILITÉS**  
**CAPACITÉS**

Rapprochement entre la Police Nationale  
Congolaise et la population à Saké.

# Construire la confiance entre la police et la population dans l'est de la République démocratique du Congo.

Par Carin Atterby

Traduit par Louise Grailles

A l'Est de la RDC les communautés se méfient de la police, CISPE vise à améliorer la confiance entre les autorités et la population.

Pour renforcer la relation entre la population et la police, CISPE à travers l'OIM a organisé une session de formation d'une semaine en août 2017, rassemblant les participants de la police et de la société civile sous le même toit. La formation a eu lieu dans le village de Saké, dans le territoire de Masisi, province du Nord-Kivu. Vingt-cinq policiers du commissariat territorial de la Police Nationale Congolaise à Masisi ont participé à la formation avec 25 participants de la société civile, y compris les structures de dialogue communautaire local.

Pour comprendre la méfiance de la police parmi la population de l'est de la RDC, il est important de connaître le contexte. À Masisi, le commissariat territorial de la Police Nationale Congolaise couvre une superficie de 2 356 km<sup>2</sup>. Dans tout le territoire, il y a sept postes de police dans chacun desquels travaillent environ 25 agents de police. La population totale du territoire de Masisi est de 694 995 habitants. Dans le contexte de la RDC, cette présence est considérée comme une présence policière relativement élevée. Cependant, si l'on y regarde de plus

près, on observe que la force de police est constituée essentiellement par les jeunes du territoire (dont peu d'entre eux sont formés à la police).

La police comme l'un des principaux problèmes de l'insécurité sur son territoire et que la police elle-même est responsable ou complice de nombreux crimes commis sur le territoire. En raison de ce manque de formation appropriée, la population perçoit la police comme corrompue avec de faibles capacités organisationnelles et techniques qui contribue à l'insécurité dans leur territoire.

C'est dans ce contexte que l'OIM a organisé cette formation pour rassembler la police et la société civile. Les objectifs de la formation étaient de renforcer la capacité professionnelle et opérationnelle des policiers en ce qui concerne les principes de la police locale, de rapprocher la police de la population et de restaurer la confiance entre eux.

Le concept de la police locale est de renforcer la police nationale congolaise pour qu'elle devienne une force de police apolitique respectueuse des droits de l'homme et qui s'efforce de voir la population comme un partenaire collaboratif pour résoudre les problèmes de sécurité du pays.

Le concept de la police locale s'appuie également sur la ferme conviction que la police est tenue responsable devant la population. Pour ce formation, le CISPE s'appuie sur les principes de la police locale pour rapprocher la police et la population.

La formation organisée a porté sur différents domaines thématiques tels que le dialogue démocratique, la sécurité participative et l'analyse diagnostique des risques, la prévention de la violence sexuelle et les relations entre les jeunes et la police. Ces zones thématiques ont été sélectionnées car elles ont été identifiées lors de l'étude de base menée par le CISPE au début du programme.

Plusieurs des thèmes couverts ont ensuite été discutés en petits groupes pendant le travail de groupe. Pour

tirer parti de la relation entre la police et la société civile et pour s'assurer que chaque groupe puisse exprimer son inquiétude devant l'autre, les groupes ont été divisés de manière à ce que tant les policiers que la société civile soient représentés. Ces exercices ont contribué à la discussion et à la réconciliation entre la police et la société civile. Les organisateurs ont noté comment les deux groupes se sont approchés de plus en plus au cours de la formation, pour enfin parler et prendre les pauses ensemble en groupes mixtes. L'organisateur a comparé cela au premier jour où les deux groupes se sont assis séparément, se faisant face dans la pièce, puis au dernier jour où l'un des représentants de la société civile a invité les policiers à dîner avec eux ce soir-là, ce qui montre que la société civile et la police peuvent avoir de bonnes relations.



Rapprochement entre la Police Nationale Congolaise et la population à Saké.

À la fin de la semaine de formation, les participants ont été invités à réfléchir sur les sujets abordés lors de la formation et à se décider entre eux sur les recommandations pour continuer à établir la confiance entre la police et la population. Ils ont ensuite été encouragés à apporter ces recommandations avec eux et à les mettre en œuvre sur leur lieu de travail et dans leur communauté. Certaines des recommandations étaient les suivantes:

- Renforcer la capacité technique, organisationnelle et matérielle de la police;
- Initier des activités sur des intérêts communs entre la police et la population;
- Soutenir la responsabilité de la police;
- Mener des campagnes de sensibilisation auprès de la population sur les mécanismes de responsabilisation;
- Organiser plusieurs sessions sur la construction de la confiance avec la police et la population.

Pour que les participants puissent mettre en œuvre ces recommandations et poursuivre leur important travail de rapprochement entre la police et la population, l'organisateur leur a fourni des outils pour faciliter la mise en œuvre de ces recommandations. Par exemple, la police a reçu un formulaire normalisé

à suivre et à utiliser pour interviewer les survivantes de violence sexuelle contenant des questions à poser et des directives sur la façon de rencontrer et de parler aux personnes traumatisées. C'est l'intention du CISPE et souhaite que les participants prennent ces recommandations et les apportent avec eux dans leur milieu de travail et leur communauté.

Il reste encore beaucoup à faire concernant la relation entre la police et la population sur le territoire de Masisi. Le CISPE poursuivra ses efforts pour rapprocher la police et la population de l'Est de la RDC, afin de leur fournir une plateforme sur laquelle ils pourront bâtir leur relation et leur confiance mutuelle. "Le CISPE organisera plusieurs sessions de rapprochement de la police avec les structures communautaires qui fourniront à la police et à la société civile sur le territoire de Masisi des outils et des plates-formes à utiliser", souligne Noel Kabeya Ilunga, l'un des animateurs de la formation et ajoute:

“ **La police et la communauté en fin de compte doivent s'approprier et utiliser ces outils et ces plateformes pour construire ensemble leur relation.** ”

# COMMENT NOUS CONTACTER?

## Organisation Internationale pour les Migrations

Xavier Oleiro Ogando

Tel : +243 (0)8 13 65 41 42 / E-mail : xoleiro@iom.int

## VNG Inaternational

Thierry Kambere Katsongo

Tel : +243(0)998673125 / +243 (0)827577075  
E-mail : thierry.kambere.katsongo@cispe.nl

## Cordaid

Olivier Chibasimba

Tel : +243 (0) 97 200 1625/+243 (0) 99 404 0063  
E-mail : olivier.rukomeza@cordaid.org

## PAX

Daniel Nsekuye Makombe

Tel : +243 (0)811740002; +243 (0)998858141  
E-mail : makombe@paxforpeace.nl



Le Projet CISPE exécute ses activités avec l'appui financier de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas



Cordaid



PAX

VNG  
International

